



Groupe socialiste et apparentés

Session > 23 et 24 juin 2011

Intervention de Richard Ferrand
Président du Groupe socialiste et apparentés

Nombre de pages : 3

Monsieur le Président, Cher(e)s collègues, Mesdames, Messieurs,

Notre vie économique, nationale et européenne, est fragilisée par les inquiétudes que suscitent les cotes d'alerte atteintes par les dettes des États européens.

On le sait, la situation de la Grèce fait planer une menace qui fragilise les créanciers que sont les banques, y-compris de grandes banques françaises.

Le spectre d'une défaillance génératrice d'un effet domino dangereux plane sur l'Europe et sur l'euro.

Il est aujourd'hui saisissant de constater, pour le déplorer, que les premiers postes budgétaires des états consistent dans le remboursement des intérêts de la dette.

Le premier ministre français lui-même ne déclarait-il pas voici déjà quelques années que, je cite, « l'Etat était en faillite ».

Or, derrière les risques encourus par les banques se trouvent les fonds d'épargne des uns et de trésorerie des autres.

Il n'est pas question ici de revenir sur les causes de cette situation que l'on peut résumer simplement en disant qu'elle est le fruit d'erreurs de gestion conjuguée à une spéculation effrénée et quotidienne sur les déficits cumulés.

En France, aussi vrai que l'Etat a vécu au-dessus de ses moyens, on peut tout de même s'interroger sur les mesures prises pour endiguer ce phénomène.

Le premier réflexe est de s'attaquer par tout moyen à la dépense publique, quitte à fragiliser notre modèle social et nos services publics, les deux piliers de notre pacte républicain.

L'ONU a fait observer hier combien les politiques d'austérité pourraient d'ailleurs s'avérer nocives en ce qu'elles peuvent enrayer la reprise économique naissante.

Evoque-t-on les besoins des populations et les besoins sociaux nouveaux, comme par exemple la dépendance et son financement, que l'on renvoie à la couverture individuelle et non plus à la solidarité collective.

En revanche, s'agissant des recettes on ne s'interroge jamais sur le financement des cadeaux fiscaux devenus la principale règle de gouvernement depuis dix ans.

Ainsi, d'un côté on limite les dépenses jusqu'à provoquer l'affaiblissement en chaîne voire la disparition des services publics et de l'autre on persiste à se priver de recettes que le b a ba de la justice fiscale exigerait pourtant.

La caricature de cette obstination aussi dogmatique qu'irresponsable est la récente diminution de l'impôt sur la fortune troquée contre une éventuelle abrogation en 2012 du scandaleux bouclier fiscal.

En 2011, pour les plus riches, c'est fromage et dessert, puisque le relèvement du seuil d'imposition de l'ISF est d'application immédiate tandis que l'abrogation du bouclier fiscal n'est programmée qu'en 2012.

Dans ce contexte, qui met clairement en lumière l'interdépendance des Etats européens, il va nous falloir rapidement choisir entre la faillite ou un fédéralisme organisé pour une approche commune et solidaire des orientations économiques et financières des Etats membres.

Un gouvernement économique de l'Europe s'impose aujourd'hui comme une urgente nécessité.

La situation actuelle interroge aussi les politiques européennes communes que vous avez évoquées Monsieur le Président, à commencer par la politique agricole commune, question agricole qui occupera largement les débats de cette session.

L'enjeu est connu de tous puisqu'il s'agit à la fois de répondre aux besoins de l'alimentation humaine tout en préservant les équilibres écologiques, dans une juste rémunération des producteurs.

La PAC reste le premier budget européen qui pèse environ 56 milliards d'euro et constitue en partie une indispensable politique de cohésion.

Depuis 20 ans, les prix ayant été abandonnés au jeu du marché, la PAC repose essentiellement sur des aides compensatoires aux revenus.

L'avenir passe par une orientation stratégique nouvelle qui intègre les enjeux de l'alimentation et surtout la multifonctionnalité de l'agriculture. Au fond, on redécouvre, avec un peu de retard, la nécessité de revenir à une démarche ressemblant fort au regretté CTE qu'avait mis en œuvre le ministre breton de l'Agriculture, Louis Le Pensec.

Mais là encore, la survie budgétaire de la PAC est directement liée à la santé budgétaire des Etats membres, tous enclins à un dangereux repli tendant à diminuer la force de frappe de l'Europe et de ses politiques déjà trop peu régulatrices.

Dans ce contexte, notre capacité à construire une orientation pour l'agriculture bretonne, à l'échelle qui est la nôtre, contribuera indiscutablement à peser sur les choix à venir pour la prochaine PAC.

Le travail réalisé sous la houlette du Vice-Président Michel Morin par une démarche très ouverte, très participative, n'évitant aucune difficulté ni aucune contradiction apparente, est exemplaire de ce que peut être à l'échelle d'un territoire une politique publique co-construite avec les acteurs concernés mais dans le but de la relier à l'ensemble de la société.

L'enjeu de la politique agricole n'est pas à dissocier de la crise économique mondiale et des défis liés à l'alimentation humaine.

Le G20 d'ailleurs va pour la première fois se saisir de ces questions pour sans doute devoir constater une nouvelle fois les dégâts provoqués par la dérégulation systématique.

Monsieur le Président, mes cher(e)s collègues, la jeunesse qui nous interpelle souvent est bien consciente des désordres contemporains et des réponses inadaptées qui sont mises en œuvre.

C'est pourquoi nous réaffirmons notre opposition aux réformes liées à l'abaissement de l'âge concernant l'entrée en apprentissage, serpent de mer qui ressort chaque fois que l'on aborde l'emploi des jeunes.

C'est pourquoi également nous affirmons notre totale solidarité à la manifestation nationale des Missions locales qui se déroule aujourd'hui à Paris pour le maintien des crédits d'État nécessaires aux missions d'insertion qu'elles remplissent.

Notre collègue Hélène Coz interviendra tout à l'heure au nom de notre groupe pour précisément se faire l'écho des attentes et des propositions de la jeunesse bretonne, mais aussi de celles issues d'autres territoires du monde à travers le programme européen « En résonance » que porte le Conseil régional.

Dans une période tourmentée, dans une période d'incertitudes sur les grands enjeux contemporains, les jeunes en appellent à un monde juste, solidaire et durable, à un monde que nous n'avons pas ainsi construit mais que nous devons nous efforcer de léguer aux générations futures dans un État qui puisse leur redonner foi en l'avenir.

Là est notre responsabilité.

Je vous remercie.